

réaffirmé notre opposition ferme et sans détour à l'occupation illégale de la Namibie par le régime sud-africain. Il ne subsistait aucun doute dans nos esprits quant à la nécessité de mettre fin immédiatement à une rébellion qui se serait certes écroulée il y a longtemps, n'eût été de l'appui déclaré et clandestin des amis de Ian Smith. Face à l'heureux dénouement de la situation et aux changements bénéfiques survenus dans les territoires qui, tout récemment encore, étaient sous administration portugaise, nous sommes convaincus que l'administration Vorster comprend maintenant qu'un gouvernement par la majorité noire est chose inévitable au Zimbabwe et que l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud deviendra bientôt inadmissible.

Voilà pourquoi M. Vorster a décidé de relancer son offensive de paix contre les nations africaines indépendantes. La session extraordinaire du Conseil des Ministres a réaffirmé le principe voulant qu'aucun pays indépendant d'Afrique ne peut juridiquement ou moralement entamer des négociations au nom d'un mouvement de libération, sauf à la demande expresse de ce mouvement et avec le consentement de l'OUA. Les efforts déployés récemment en vue de parvenir à un règlement du différend au Zimbabwe